

---

RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
SUR SA DEUXIEME SESSION

Prévisions budgétaires présentées par le Secrétaire général  
conformément à l'article 30 du règlement intérieur.

1. Si le Secrétaire général est chargé par le Conseil économique et social d'exécuter sans délai les études que la Commission recommande à propos de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, il devra adjoindre au personnel de la Division des droits de l'homme un fonctionnaire de grade supérieur et un secrétaire, qui seront chargés, avec l'aide du personnel actuellement en fonction, de procéder immédiatement à ces études. Cela entraînerait pour l'année 1948 une dépense supplémentaire de 9.000 dollars.
2. A l'un des points du rapport ne correspond aucune inscription budgétaire. Un sous-comité, nommé lors de la 29ème séance plénière de la Commission pour examiner entre autres choses le rapport de la Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre, a proposé de charger le Secrétariat de continuer à rassembler et publier à partir du 27 novembre 1947 tous les documents relatifs aux procès des criminels de guerre et d'entreprendre la publication de documents analogues provenant des pays qui ne faisaient pas partie de la Commission pour les crimes de guerre.
3. Cette recommandation, approuvée par la Commission des droits de l'homme, a pour motif que la Commission des Nations Unies pour les crimes de guerre terminera ses travaux le 31 mars 1948 et qu'il sera par conséquent nécessaire de prendre des dispositions pour classer tous les renseignements qui

n'auront pas figuré au rapport de la Commission pour les crimes de guerre.

4. On estime que ces travaux nécessiteront, pour une période de 9 à 12 mois, les services d'un spécialiste au courant des documents de Londres. Le coût de ses services s'élèvera approximativement à 7.500 dollars.

-----